Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS

Patrick Garcia

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/562>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.562

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 novembre 2003

ISBN : 978-2-271-06144-7

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Patrick Garcia, « Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 9 | 2003, mis en ligne le 05 septembre 2007, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/562> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.562>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS

Patrick Garcia

Introduction

- 1 L'histoire du temps présent est aujourd'hui un domaine reconnu de la recherche historique française. Forte de plusieurs revues spécialisées, de collections d'ouvrages, cette période historique occupe une large place dans les programmes scolaires (la totalité de celui de terminale, la moitié de celui de troisième et même une part de celui du primaire). Quant aux nombreux historiens, universitaires ou chercheurs du CNRS, qui ont choisi de se consacrer à son étude, il n'est pas rare qu'ils soient sollicités par les médias, désignés comme experts par les administrations, convoqués devant les juges, bref qu'il leur soit reconnu un important rôle social. Cette situation contraste fortement avec celle des années 1970, non seulement parce que la notion même « d'histoire du temps présent » n'était pas encore problématisée en tant que telle – elle ne se diffuse vraiment qu'avec la création de l'institut qui porte ce nom en 1978 – mais surtout du fait des réserves encore fréquemment émises sur la possibilité de faire, de façon professionnelle, l'histoire du passé le plus proche.
- 2 En dépit de sa légitimation et de son développement récents, l'histoire du temps présent est pourtant souvent inscrite dans une longue tradition d'écriture de l'histoire par les contemporains des événements. Thucydide, stratège athénien et historien de la guerre du Péloponnèse, est ainsi fréquemment invoqué comme figure fondatrice d'une écriture « à chaud » de l'histoire qui n'aurait, depuis lors, cessé d'exister malgré quelques éclipses. La justification du bien fondé et de la possibilité de faire l'histoire du temps présent par l'ancienneté de cette pratique est régulièrement employée pour légitimer ce secteur de l'historiographie lorsque au début des années 1980 l'histoire proche (re)gagne droit de cité dans les programmes scolaires et que son institutionnalisation comme période soulève un certain nombre de préventions au sein de la communauté historienne. Elle n'est cependant pas sans présenter de nombreux inconvénients et, en tout premier lieu, celui de masquer la rupture fondamentale que

représente l'affirmation de ce champ de la recherche historique au sein de la tradition historienne française.

- 3 C'est pourquoi, avant d'analyser la façon dont l'histoire du temps présent s'est individualisée en France au sein des pratiques historiennes et les débats qui traversent aujourd'hui ce secteur de l'historiographie, je voudrais, dans un premier temps, revenir sur le statut dévolu à l'histoire proche au sein des études historiques jusque dans les années 1970.

L'histoire proche dans l'historiographie française : un statut paradoxal

- 4 Dans le cadre de cette rapide mise en perspective historique, deux moments peuvent être succinctement distingués : le moment de professionnalisation des études historiques à la fin du XIX^e siècle et celui où « l'histoire économique et sociale à la française¹ » domine le paysage historiographique français.
- 5 Au cours des deux premiers tiers du XIX^e siècle, la question du statut de l'histoire proche au sein de l'historiographie ne se pose guère.
- 6 D'une part, un pan massif de l'historiographie est attaché à démêler les fils de la Révolution française qui, pour la gauche dans ses diverses nuances, apparaît plus comme un horizon, une promesse que comme un passé et dont dépend étroitement le présent. Au-delà du critère de la survivance, tard dans le siècle, d'acteurs de la Révolution, celle-ci appartient, par l'actualité de ses enjeux, de plain-pied au présent des premières décennies du XIX^e siècle. Écrire l'histoire proche est donc une évidence et se confond assez largement avec l'expression des clivages politiques qui traversent la société française.
- 7 D'autre part, la notion même d'historien reste floue. Certes, il y a bien alors des professionnels de l'histoire mais ceux-ci sont plus près de la pratique des écrivains – ils se consacrent à l'écriture (en l'occurrence celle de l'histoire – mais pas exclusivement comme le montre l'exemple de Jules Michelet) – que membres d'une communauté professionnelle comme le regrette, parmi d'autres, Gabriel Monod en 1876². Au demeurant, la production d'histoire est alors dominée de façon écrasante par des non-professionnels³. Il en résulte une légitimité faible des écrits historiques qui peinent à se démarquer des textes politiques. L'historiographie apparaît alors souvent comme une « sorte de guerre civile en permanence⁴ ». Dès la moitié du siècle, cette surdétermination politique de l'histoire fait figure de lieu commun. Elle est ressentie comme l'un des facteurs de la faiblesse du sentiment national et comme l'une des causes de l'instabilité politique et des revers que subit le pays, particulièrement après la défaite de 1870 devant la Prusse.
- 8 Parvenus au pouvoir, les républicains favorisent la constitution d'un récit national continuiste, vérifié et autorisé qui permette d'inscrire la République au débouché d'une histoire séculaire, espérant ainsi contribuer à asseoir le nouveau régime. Pour y parvenir, ils soutiennent la constitution d'un corps professionnel qui déplace le débat historique de la place publique vers les amphithéâtres et les séminaires des universités. La définition d'une méthode et d'un cursus sont les opérateurs essentiels de cette clôture. Le centre d'intérêt des historiens se déplace des Mémoires rédigés par les acteurs vers les sources imprimées et rapidement, au fur et à mesure qu'elles sont classées, vers les archives. C'est la familiarité avec l'archive et la dextérité à la manier qui confèrent la qualité d'historien. Or, la pratique des deux critiques à laquelle est soumise l'archive (la critique d'érudition dite « externe » et la critique d'interprétation

dite « interne ») n'est véritablement discriminante que lorsque les sources sont anciennes, qu'elles nécessitent le recours à des sciences auxiliaires (diplomatique, philologie...) et, par voie de conséquence, une formation spécialisée. C'est pourquoi les études médiévales sont le champ où, par excellence, l'historien méthodique administre la preuve de sa capacité à intégrer la communauté savante quelle que soit plus tard la spécialisation qui sera sienne. Ainsi Charles Seignobos, Charles-Victor Langlois ou Ernest Lavisé consacrent leur thèse à la période médiévale, même si par la suite celle-ci n'est plus – loin s'en faut – le centre de leurs études.

- 9 La disqualification de l'histoire proche, qui résulte de cette configuration, n'interdit cependant pas de s'y adonner. En effet, comme le montrent Gérard Noiriel ou Olivier Dumoulin⁵, trois fonctions sont intimement associées par les historiens méthodiques : celle de savant – fondée sur la maîtrise de la méthode démontrée lors de la thèse –, celle de professeur – qui consiste à assurer la transmission des savoirs et la formation des futurs enseignants – et celle, enfin, de citoyen.
- 10 Si l'histoire proche ne périlite pas, c'est en raison de ces deux derniers rôles assumés et revendiqués par les historiens méthodiques. La République et, au-delà, la culture du sentiment national – les deux étant confondus – requièrent une histoire des « origines à nos jours ». Qui plus est, l'histoire récente, en tant « qu'instrument d'éducation politique » (Charles Seignobos), étant enseignée depuis la fin du Second Empire dans les classes terminales des lycées, il faut bien que les enseignants trouvent, sous la forme de grandes collections qui couvrent jusqu'à l'histoire la plus récente, comme *L'histoire de France* dirigée par Ernest Lavisé, aliment pour leurs cours⁶.
- 11 Le « moment méthodique » assigne donc à l'histoire proche un statut contradictoire. Celle-ci est considérée comme inférieure scientifiquement à l'histoire des autres périodes. Elle ne fonde pas la légitimité de l'historien et n'assure pas sa carrière future au sein de l'institution universitaire. En même temps, elle est nécessaire pour former les futurs citoyens, les cadres de l'État (elle est enseignée à l'école libre des sciences politiques) et pour servir la nation.
- 12 C'est avec cette histoire, largement instrumentalisée, qu'entend rompre Lucien Febvre quand, lors de sa leçon d'ouverture à l'université de Strasbourg en 1919, il soutient « qu'une histoire qui sert est une histoire servie⁷ ». Conjuguée à la recherche des régularités qui suppose une assise de longue durée, cette volonté d'émanciper l'histoire de sa fonction de légitimation politique conduit à assigner à l'histoire proche, réduite à une histoire événementielle étroitement politique, une place marginale dans les études historiques. Pour autant, les fondateurs des *Annales* ne renoncent pas à l'idée que la connaissance historique puisse informer le présent et servir à la prise de décision. Ils ne cessent d'affirmer que toute histoire s'écrit à partir du présent et que la connaissance de celui-ci est une ressource importante pour la compréhension du passé. Au reste, les *Annales* publient plusieurs articles sur la situation du monde contemporain, notamment ceux de Lucie Varga sur le nazisme⁸. Rédigeant dans les mois qui suivent l'armistice de 1940 *L'étrange défaite*, Marc Bloch s'inscrit pleinement en continuité avec sa propre étude sur la « rumeur de guerre » fondée sur son expérience de combattant pendant la Grande Guerre. Remarquons, cependant, qu'il prend le soin de sous-titrer son ouvrage (qui paraîtra en 1946) « témoignage écrit en 1940 » et entend plus fournir aux historiens à venir un matériau qu'il ne se présente effectivement en historien du passé immédiat. En dépit des réflexions et des écrits de Marc Bloch, le discrédit qui s'attache à l'histoire la plus contemporaine est singulièrement amplifié dans les décennies qui

suivent la Seconde Guerre mondiale au cours desquelles s'impose le recours à la quantification, elle-même assise sur des coupes séculaires. Trop politique, maniant des échelles de temps trop réduites, l'histoire proche est tenue en suspicion. Elle est un concentré de ce qu'une pratique nouvelle entend disqualifier pour assurer la place de l'histoire dans le concert des sciences sociales. Pour les rédacteurs des *Annales économies, sociétés, civilisations*, elle s'apparente plus à un journalisme cultivé qu'à une activité scientifique à part entière⁹. C'est d'ailleurs à un journaliste, Jean Lacouture, qu'est confiée la rédaction de l'article sur « l'histoire immédiate » dans *La nouvelle histoire* qui paraît en 1978¹⁰. Si elle continue d'être enseignée dans quelques endroits comme Sciences Po., l'histoire postérieure à 1939 disparaît des programmes du secondaire de 1945 à 1962, date après laquelle, pendant dix à vingt ans encore, sa place reste incertaine¹¹... Cette situation faite en France à l'histoire proche, y compris dans l'enseignement, n'est pas sans lien avec le « refoulement » de Vichy¹² et c'est précisément dans le contexte du réexamen de Vichy qu'intervient l'affirmation de la notion d'histoire du temps présent.

L'essor de l'histoire du temps présent

- 13 En raison du statut conféré à l'histoire proche, la première exigence pour les promoteurs de cette histoire est de fonder sa légitimité épistémologique et de se démarquer d'une histoire qui ne se justifiait que par ses finalités civiques. Mais l'irruption de l'histoire du temps présent ne saurait être réduite à cette seule dimension institutionnelle, elle est elle-même l'indice d'une mutation de la conception de l'historiographie et du rapport de la société à son histoire.

Un tournant épistémologique

- 14 L'étude de l'histoire proche par les historiens – hors des quelques figures pionnières plus ou moins liées à l'Institut d'études politiques (IEP) comme René Rémond – est stimulée par la décision du CNRS de créer en 1978 un laboratoire qui prenne, notamment, en charge le dossier de Vichy et relaie le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, dépendant des services du Premier ministre¹³. La dénomination finalement retenue intervient presque par défaut. Le premier nom envisagé pour ce laboratoire est celui d'Institut du monde contemporain qui est abandonné car il prêtait à confusion avec l'acception historique classique de « contemporain » – à savoir la période qu'inaugure la Révolution française – et avec l'Institut d'histoire moderne et contemporaine créé, la même année, par le CNRS.
- 15 Toutefois, le choix de désigner ce nouveau laboratoire sous le nom d'Institut d'histoire du temps présent ne doit pas être sous interprété.
- 16 Il s'agit, en effet, d'une dénomination-manifeste qui affirme hautement la possibilité de faire l'histoire du présent¹⁴. Celle-ci sonne, en 1978, comme un défi tant est toujours vivace le sens commun selon lequel les historiens seraient voués à l'étude du passé, la distance temporelle – le fameux « recul » – étant indispensable à la sérénité de leurs analyses. C'est ce *no man's land*, ce « glacis », selon les métaphores de Ulrich Raulff¹⁵, qui sépare le présent du moment que l'historien pourrait seul légitimement étudier que remet en cause l'intégration du présent dans le domaine de Clio.
- 17 Le choix de cette désignation marque en outre, comme le souligne Ulrich Raulff, un déplacement du centre de gravité des recherches historiques de la quête de l'origine, condition de l'élaboration d'un récit continuiste dont l'un des enjeux est de naturaliser la nation, vers « l'actualité » et la volonté de rendre le présent intelligible. Il s'appuie sur la réflexion épistémologique développée par Marc Bloch dans *l'Apologie pour*

l'histoire et reprise, au milieu des années 1950, par Henri-Irénée Marrou¹⁶, réflexion selon laquelle toute connaissance historique est non seulement située dans le temps mais s'élabore depuis le présent qui ne cesse de renouveler le questionnement de l'historien. Dans cette dernière conception, qui trouve l'une de ses sources d'inspiration dans les interrogations d'Augustin sur la nature du temps, passé et présent sont indissociables et l'écriture de l'histoire en tant que rapport dialogique entre présent et passé « est tout ensemble analyse du passé, mise en perspective du présent et anticipation de l'avenir¹⁷ ». L'intégration de la catégorie de présent dans le champ historique qui s'exprime dans la dénomination du nouveau laboratoire n'est donc pas seulement la prise en compte d'une séquence temporelle, jusque-là largement délaissée par les historiens. Elle est aussi l'affirmation d'un nouveau regard porté sur « l'opération historiographique » (Michel de Certeau) qui arrive à maturité à la fin des années 1980. Elle entend enfin, selon ses promoteurs, rendre intelligible le nouveau rapport social à l'histoire qui se manifeste par l'importance que prend alors le thème de la mémoire. C'est pourquoi François Bédarida, premier directeur de l'IHTP, qui participe du même courant personnaliste chrétien que Henri-Irénée Marrou, articule la notion de « temps présent » avec celle de « présence de l'histoire ». Il inscrit la création de l'IHTP dans un contexte large, à la fois sociétal et épistémologique, et caractérise la seconde moitié des années 1970 par le « retour en force de l'histoire et de la mémoire, une quête anxieuse d'identité, la crise des paradigmes des sciences sociales, [et] enfin un présent rempli d'incertitudes sur lui-même et sur l'avenir dans un monde qui ne savait plus s'il allait déboucher sur Prométhée ou sur Pandore¹⁸ ».

- 18 La création de l'Institut d'histoire du temps présent excède donc aussi bien le débat historien traditionnel sur les conditions de l'objectivité historique que l'émergence au sein de la période contemporaine d'un nouvel espace de recherche. C'est cette centralité de la notion de présent dans toutes ses acceptions et ses enjeux qui rend préférable l'emploi du terme d'histoire du temps présent à des expressions qui semblent être voisines telles que « histoire immédiate » (Jean Lacouture, Jean-François Soulet), « histoire proche » ou « histoire du très contemporain » (Pierre Laborie) mais qui la réduisent, en fait, à n'être qu'une simple extension temporelle du territoire de l'historien.

La construction d'une légitimité scientifique

- 19 La faible légitimité, en dépit du saut institutionnel que représentent la création de l'Institut et le recrutement de chercheurs, conduit l'IHTP à mener une réflexion historiographique et épistémologique peu habituelle dans le milieu historien. Elle s'est organisée dans le cadre de séminaires du laboratoire et accompagne l'essor des recherches empiriques ainsi que l'extension du champ pris en charge par l'IHTP pour prendre finalement la forme d'un livre programme : *Écrire l'histoire du temps présent*¹⁹. C'est à partir de ce travail que se construit la notion d'histoire du temps présent.
- 20 En tant que période, d'abord. Un texte introductif des *Cahiers de l'IHTP* en livre une définition qui est vite devenue classique. L'histoire du temps présent « couvre une séquence historique marquée par deux balises mobiles. En amont, cette séquence remonte jusqu'aux limites de la durée d'une vie humaine, soit un champ marqué d'abord et avant tout par la présence de "témoins" vivants, trace la plus visible d'une histoire encore en devenir [...]. En aval, cette séquence est délimitée par la frontière, souvent délicate à situer, entre le moment présent – "l'actualité" – et l'instant passé²⁰ ».

C'est définir une période mobile, « ce qui, ajoute le même texte, ne va pas sans tensions ni difficultés ».

- 21 Ainsi, le premier critère de la présence du passé est-il celui de l'existence de témoins vivants. Cela conduit les chercheurs de l'IHTP à mener une réflexion sur l'histoire orale en pleine expansion dans les années qui précèdent la création de l'Institut. Loin de l'idée que cette histoire constituerait une sorte de « bouche de vérité » que l'historien n'aurait qu'à retranscrire, l'équipe de l'IHTP propose de lui substituer la notion de « source orale d'histoire²¹ » et met l'accent sur le travail que doit fournir l'historien pour utiliser ce type de matériaux que ce soit l'écoute des silences, de la façon de dire ou de taire, la connaissance qu'il doit avoir du dossier pour recouper les sources ou bien encore l'attention qu'il doit porter à la mémoire en tant que « reconstruction à partir du présent²² ». D'un point de vue pratique, l'insistance sur la notion de témoin conduit l'IHTP à inviter régulièrement des acteurs lors de ses séminaires. Répétée au fil des séances, cette présence des acteurs devient l'une des modalités de la recherche en cours et partant l'une des spécificités de cette histoire.
- 22 Le témoin n'est pas le seul marqueur du présent, selon une formule volontiers employée par Robert Frank, l'historien du temps présent se situe « au milieu du gué », il intervient sur des phénomènes non-clos. Cette autre caractéristique est abondamment commentée. Le handicap, qu'Eric Hobsbawm exprime à travers une métaphore savoureuse selon laquelle « on gagne toujours si on parie sur des courses de chevaux qui sont déjà terminées²³ », est transformé en atout. Travailler sur des processus non-clos doit permettre aux historiens de renoncer aux rationalisations *a posteriori* qui conduisent, par le biais d'un enchaînement causal fondé sur la succession chronologique, à un durcissement de l'histoire et ouvrent la porte au déterminisme. Paul Ricœur résume le défi qui en découle : celui de « défataliser l'histoire²⁴ ». De parent pauvre de l'historiographie, l'histoire du temps présent devient le laboratoire d'une nouvelle façon d'écrire l'histoire plus attentive à sa complexité et à sa fluidité. Quant à la lancinante question du « recul », elle est congédiée, là encore sur la base des avancées de l'épistémologie de l'histoire, en insistant sur le fait que la distance de l'historien vis-à-vis de son objet n'est pas le fruit du temps mais le produit du travail qui s'effectue lors de la construction de cet objet d'étude.
- 23 Enfin, et pour se limiter à quelques angles saillants, les promoteurs de l'histoire du temps présent la présentent volontiers comme une discipline plus exigeante puisque les historiens de cette période sont, bon gré mal gré, obligés de se confronter aux travaux et aux approches nourris par les autres sciences sociales – essentiellement la sociologie et les sciences politiques. La présence dans les séminaires de réflexion de discutants venus d'autres horizons disciplinaires ou de spécialistes d'autres périodes historiques est la marque de ce dialogue peu fréquent à cette échelle dans la tradition historiographique française. Elle conduit les historiens du temps présent à une pratique régulière de la comparaison, à préciser les outils dont ils usent tout en garantissant le sérieux de leur démarche et sa recevabilité.
- 24 Au cours des vingt dernières années, l'histoire du temps présent – sous des dénominations variables – a acquis droit de cité dans la recherche et dans l'enseignement universitaire au point que de nombreux doctorats portent désormais sur cette période, ce qui constitue une rupture franche avec la tradition académique. Dès 1992, René Rémond annonce que la « bataille est [désormais] gagnée²⁵ » et en 2000, un débat s'ouvre dans le *Bulletin de l'IHTP* pour savoir si la pratique de l'histoire du

temps présent ne s'est pas, en définitive, banalisée²⁶. La question n'est pas irrecevable, loin s'en faut, un rapide examen de la production en histoire du temps présent montre que celle-ci n'est pas un monde à part. On y retrouve, en effet, les mêmes courants que dans le reste de l'historiographie. Histoire du temps présent ne signifie plus seulement, depuis longtemps, histoire politique du temps présent. Et, quand cela est, il s'agit souvent d'une histoire politique renouvelée par les apports de l'anthropologie ou la prise en compte des pratiques culturelles à l'image des évolutions connues par d'autres secteurs de l'historiographie. La réciproque est d'ailleurs vraie, si les approches qui ont prévalu pour l'étude du politique au XIX^e siècle ont influencé l'historiographie du temps présent, en retour la thématique de la mémoire qui s'affirme dans ce champ historique a rapidement essaimé jusqu'à gagner l'ensemble des champs de l'historiographie, ce dont témoigne notamment le succès des *Lieux de mémoire*²⁷.

- 25 Cette inscription de l'histoire du temps présent dans le mouvement commun de l'historiographie ne doit toutefois pas conduire à gommer toute spécificité. Le fait de travailler sur des objets « chauds » et d'être conduit à jouer le rôle d'experts dans des commissions (spoliation des biens juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, liens entre Paul Touvier et l'Église,...) ou encore celui de témoins dans le cadre de procès impose aux praticiens de cette période de prendre en compte ce que François Bédarida qualifiait de « responsabilité sociale de l'historien ». Certes, l'histoire du temps présent n'a pas l'apanage du traitement des conflits de mémoire mais force est de constater que ceux-ci, du fait que les victimes ou leurs descendants directs en sont parties prenantes, se déroulent sur un mode spécifique. Dès lors, l'historien conscient de ne livrer qu'une interprétation plausible et étayée du passé se trouve devant le dilemme de conférer à ses analyses une efficacité pratique immédiate. C'est la question que pose, notamment, Henry Rousso dans *La hantise du passé* quand il revient sur les raisons qui l'ont poussé, pour sa part, à ne pas témoigner lors du procès Papon et souligne que le recours au « témoignage » de l'historien revient à « attribuer [à celui-ci] une capacité probatoire qu'il ne possède pas, ce dont il est, dans son métier, parfaitement conscient²⁸ ».
- 26 Contrairement à la fin des années 1980, le débat actuel ne porte plus sur la possibilité de faire l'histoire du présent mais sur la caractérisation de la période, voire sur de possibles lignes de démarcation au sein de celle-ci et, bien sûr, sur ses enjeux.
Quel temps présent ?
- 27 Dans son stimulant essai, *L'ère du témoin*²⁹, Annette Wieviorka insiste sur l'importance du témoignage dans la caractérisation de cette période. Le témoin prend la figure du survivant et occupe la double place de « martyr et de prophète ». Cette définition qui rend compte de l'évolution du statut du témoin et de la fonction qu'il occupe désormais sur la scène publique n'est pas sans poser problème. En effet, qu'en sera-t-il du présent quand, avec le temps, cette figure s'effacera avec la disparition des rescapés des camps ? En d'autres termes, l'histoire du présent doit-elle être réduite à n'être que celle de la « dernière catastrophe en date³⁰ » ? Au-delà du statut dévolu à la figure du rescapé, la définition méthodologique du présent à partir de la possibilité de récolter des témoignages n'est pas entièrement convaincante. Dans un monde où les acteurs s'expriment abondamment, le recours à l'enquête orale marque-t-il un véritable différentiel ? Pour avoir soutenu en 1994 un doctorat sur le Bicentenaire de la Révolution française sans recourir massivement à des entretiens³¹, nous en doutons et la lecture de nombreux ouvrages portant sur la période nous confirme dans cette impression. Si elle peut servir de critère pour délimiter la période au sein d'un

contemporain dont l'origine ne cesse de s'éloigner, la collecte de témoignages n'est nullement un passage obligé de l'historien du temps présent. Certes, le fait pour l'historien d'être placé « sous surveillance », de devoir, le cas échéant, rendre compte de ses interprétations devant les acteurs ou bien d'être sollicité par ceux-ci pour accréditer leur récit reste une différence non négligeable mais suffit-il à caractériser une pratique historique ? De ce point de vue, nous serions tentés de rejoindre les thèses de Pieter Lagrou quant à la banalisation de l'histoire du temps présent³² et à penser que la mise en exergue d'une spécificité épistémologique a d'abord constitué un élément de la stratégie de légitimation de cette « période », voire de distinction, quand celle-ci était encore contestée.

- 28 De façon plus fondamentale, il nous semble que le temps présent ne peut être considéré comme un ensemble homogène et qu'il appelle une périodisation interne. Le débat est ouvert dès les années 1990, avec la chute du mur de Berlin puis l'implosion de l'URSS, lorsque est formulée la thèse d'un court XX^e siècle dont ces deux événements marqueraient l'achèvement (François Furet / Eric Hobsbawm³³). Dès lors, le temps présent serait la période qui court de la dernière décennie du XX^e siècle à nos jours, les processus auparavant à l'œuvre étant réputés forclos. Mais cette périodisation est évidemment ébranlée si le 11 septembre 2001 devient l'acte de naissance du XXI^e siècle... Le rapport social à l'histoire peut constituer une autre façon d'individualiser le temps présent au sein du contemporain. « L'ère de commémoration » et l'importance prise par la thématique de la mémoire à partir du milieu des années 1970 peuvent sans doute servir de scansion et aider à définir ce qu'est « notre » présent. Elles sont, en effet, l'indice d'un autre regard porté sur l'histoire, voire d'un autre régime d'historicité³⁴, qui met à mal le statut que le futur occupait dans la perception sociale du temps depuis la fin du XVIII^e siècle et la Révolution française. Dans cette perspective, la figure essentielle du témoin, qui entre aussi en résonance avec la « judiciarisation » croissante de nos sociétés, n'est pas effacée mais elle ne trouve sa pleine puissance que dans la conjoncture d'un « temps désorienté » (François Hartog) et la valorisation de la mémoire et du patrimoine. Cette hypothèse amène, en retour, à reconsidérer ce qu'a été la contemporanéité dans les sociétés passées et le statut alors assigné au passé, au présent et au futur. Bref, à relancer sur de nouveaux objets et une nouvelle problématique un dialogue entre les spécialistes des différentes périodes historiques et entre l'histoire et les sciences sociales.
- 29 La rapide croissance connue par l'histoire du temps présent, à travers ses différentes dénominations, est autant un indice du besoin d'histoire qui traverse le présent que des difficultés à lire cette histoire. Elle participe, à ce titre, de la crise du roman national. Il n'en reste pas moins que le constat d'arrivée à maturité d'une pratique historique nouvelle fait il y a dix ans semble devoir être réitéré. La convocation des historiens du temps présent pour trancher les conflits de mémoire qui traversent la société contemporaine n'est pas le moindre des signes de l'intérêt dont jouit aujourd'hui la recherche historique consacrée à cette période au risque que ceux qui s'y adonnent passent, selon la formule d'Henry Rousso, pour « thaumaturges », ce qui peut être légitimement ressenti comme le revers de cette reconnaissance sociale et doit les inciter à la plus grande vigilance face aux possibles instrumentalisation de l'histoire qu'ils produisent³⁵. En outre, la posture épistémologique et historiographique qui consiste à prendre au sérieux le fait que l'histoire s'écrit à partir du présent et à prendre pleinement en compte la nature de la connaissance historique est un défi

renouvelé qui prend à rebours bien des habitudes. De ce point de vue, le débat sur la caractérisation du temps présent, sur le type d'historicité qui est le nôtre, constitue un axe central d'une réflexion dont les historiens du temps présent ne sauraient faire l'économie.

NOTES

1. Selon l'appellation retenue par C. Delacroix, F. Dosse et P. Garcia, *Les Courants historiques en France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Armand Colin, 1999.
2. Voir l'éditorial du premier numéro de la *Revue Historique* – 1876.
3. C.-O. Carbonnel, *Histoire et Historiens. Une mutation idéologique des historiens français 1865-1885*, Toulouse, Privat, 1976.
4. N. Fustel de Coulanges, « De la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne depuis cinquante ans », *Revue des Deux Mondes*, 1872, cité par F. Hartog, *Le XIX^e siècle et l'histoire. Le cas Fustel de Coulanges*, Paris, PUF, 1988, p. 384, réédition Points-Seuil en 2001.
5. Voir notamment, G. Noiriél, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996 et *Qu'est-ce l'histoire contemporaine ?*, Paris, Carré-Hachette, 1998 et O. Dumoulin, *Le Rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2003.
6. *L'Histoire de la France contemporaine de la Révolution à la paix de 1919* de C. Seignobos, qu'il co-dirige avec E. Lavisse, paraît en 1921.
7. L. Febvre, « L'histoire dans le monde en ruines », *Revue de Synthèse Historique*, t. XXX, n° 88, 1920, cité par Christian Delacroix et alii, *Les courants historiques*, op. cit., p. 106.
8. P. Schöttler, *Lucie Varga. Les autorités invisibles*, Paris, Le Cerf, 1991.
9. Sur cette question, voir F. Dosse, *L'Histoire en miettes. Des « Annales » à « la nouvelle histoire »*, Paris, La Découverte, 1987, rééd. Presses-Pocket, 1997.
10. J. Le Goff (dir.), *La Nouvelle Histoire*, Paris, Retz, 1988, reproduction partielle Bruxelles, Complexe, 1988.
11. Voir P. Garcia et J. Leduc, *L'Enseignement de l'histoire en France de l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2003.
12. Voir H. Rousso, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1987 (1^{ère} édition).
13. Voir l'article de P. Lagrou dans ce numéro.
14. On retrouve la même caractéristique lors de la fondation en 1983 de *Vingtième siècle* dont le titre précise qu'il s'agit d'une « revue d'histoire », ce qui certes l'individualise au sein des différentes approches disciplinaires du contemporain mais résonne, aussi, comme un manifeste.
15. U. Raulff, « De l'origine à l'actualité. Marc Bloch, l'histoire et le problème du temps présent », *Conférences annuelles de l'Institut Historique Allemand*, 3, Sigmaringen, Thorbecke, 1997, pp. 14-47.
16. H.-I. Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954.
17. F. Bédarida, « Le temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 69, janv.-mars 2001, p. 153-160, cit. p. 157.

- 18.F. Bédarida, « Temps présent et présence du passé », in IHTP, *Écrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Paris, CNRS ÉDITIONS, pp. 391-402, cit. p. 391.
- 19.IHTP, *Écrire l'histoire...*, op. cit.
- 20.D. Peschanski M. Pollack, H. Rousso (dir.), « Histoire politique et sciences sociales », *Cahiers de l'IHTP*, n° 18, juin 1991, cit. p. 10.
- 21.D. Voldman (dir.), « La bouche de vérité ? La recherche historique et les sources orales », *Cahiers de l'IHTP*, n° 21, novembre 1992. Plus récemment, voir sur cette question : F. Descamps, *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.
- 22.R. Frank, « La mémoire et l'histoire », *Cahiers de l'IHTP* n° 21, cit. p. 71.
- 23.E. Hobsbawm, « Un historien et son temps présent », in IHTP, *Écrire l'histoire...*, op. cit., cit. p. 98.
- 24.P. Ricœur, « Remarques d'un philosophe », in IHTP, *Écrire l'histoire...*, op. cit., pp. 35-41. Sur le dialogue que P. Ricœur conduit avec l'histoire du temps présent, voir F. Dosse, « Le moment Ricœur », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 69, janv.-mars 2001, pp. 137-152.
- 25.R. Rémond, « Quelques questions de portée générale en guise d'introduction », in IHTP, *Écrire l'histoire...*, op. cit., cit. p. 29.
- 26.*Bulletin de l'IHTP*, n° 75, juin 2000. P. Lagrou et H. Rousso sont les deux protagonistes de ce débat.
- 27.Rappelons que *Les lieux de mémoire* trouvent leur origine dans la recherche d'un concept unificateur pour l'histoire contemporaine qui joue le rôle tenu par celui de « mentalités » en histoire médiévale et moderne quelques années plus tôt. Voir P. Garcia, « *Les lieux de mémoire : une poétique de la mémoire ?* », *EspacesTemps*, n° 74/75, 2000, p. 122-142.
- 28.H. Rousso, *La Hantise du passé*, Paris, Textuel, 1998, p. 102.
- 29.A. Wieviorka, *L'Ère du témoin*, Paris, Hachette, 1998.
- 30.Selon la formule de Hermann Heimpel cité par U. Raulff, « De l'origine à l'actualité... », op. cit., p. 19.
- 31.P. Garcia, *Le Bicentenaire de la Révolution française (1989), Pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, CNRS ÉDITIONS, 2000.
- 32.P. Lagrou, « De l'actualité de l'histoire du temps présent », *Bulletin de l'IHTP*, op. cit., pp. 10-22.
- 33.F. Furet, *Le Passé d'une illusion, Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont / Calmann Lévy, 1995 et E. J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1999 pour la traduction française.
- 34.Sur la notion de régime d'historicité, voir notamment F. Hartog et G. Lenclud, « Régimes d'historicité », in A. Dutu et N. Dodille (dir.), *L'État des lieux des sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 18-38.
- 35.Voir les analyses développées par H. Rousso face aux critiques développées par G. Noiriel (*Les Origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999) dans son article « L'histoire du temps présent, vingt ans après », *Bulletin de l'IHTP*, n° 75, juin 2000, p. 23-40.

RÉSUMÉS

Growth and Stakes of Contemporary History at CNRS

The emergence of contemporary history pertains to the « historiographic watershed » that has marked the last 30 years. It made a clean break with the French historiographic tradition, including those parts of the tradition that had dealt with the most recent periods. It accomplished this by rooting itself in a system of epistemological thought that fully takes into account the true nature of the « historiographic process » and thinks of history as a link between the past and the present. Recognized and established today, contemporary history is involved in new debates that no longer discuss the possibility of studying the present but the nature of the present that is ours as well as the consequences of the social role that contemporary historians now occupy.

AUTEUR

PATRICK GARCIA

Patrick Garcia est maître de conférences à l'IUFM de Versailles et à l'Institut d'études politiques de Paris. Chercheur associé à l'Institut d'histoire du temps présent et au Centre d'histoire culturelle (université de Saint-Quentin en Yvelines). Il est l'un des animateurs de la revue *EspacesTemps*. Il se consacre à l'étude des rituels politiques contemporains et à celle de l'historiographie. Il a publié récemment : *Les Courants historiques en France XIX^e-XX^e siècles*, en collaboration avec Christian Delacroix et François Dosse, Paris, Armand Colin, col. « U », 1999, 332 p. - *Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, CNRS ÉDITIONS, 2000, 354 p. - « Jacques Chirac au Panthéon. Le transfert des cendres d'André Malraux », *Sociétés & Représentations*, n° 12, 2001, p. 205-223 ; « Un "pratiquant" de l'espace », in François Dosse, Christian Delacroix, Patrick Garcia et Michel Trebisch (dir.), Michel de Certeau. *Chemins d'histoire*, éditions Complexe, 2002, p. 219-234 - *Enseigner l'histoire en France de l'Ancien Régime à nos jours*, en coll. avec Jean Leduc, Paris, Armand Colin, 2003, 320 p.